

<https://www.elcorreo.eu.org/Venezuela-douze-points-sur-les-i-d-elections-presidentielles>

Venezuela : douze points sur les « i » d'élections présidentielles.

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : lundi 1er avril 2024

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comme dans de nombreux pays, en Espagne par exemple, la loi électorale vénézuélienne prévoit que chaque parti qui souhaite inscrire une candidature nomme un représentant légal auprès du Conseil Électoral. Seul ce représentant légal dispose du mot de passe pour introduire les données dans le système. Ne s'étant jamais inscrite et n'ayant aucun représentant légal, Maria Corina Machado n'a pas pu entrer dans le système, tout en affirmant devant les caméras que la page était « bloquée pour elle par la dictature ». En réalité, la dirigeante savait dès le départ qu'elle ne pourrait pas participer aux élections. Pourquoi, dès lors, cette mise en scène ? Explications.

1. Depuis la victoire électorale de Hugo Chávez en 1999, le Venezuela a organisé 35 élections en 24 ans, dont un référendum sur la nouvelle Constitution. Le chavisme a perdu deux élections nationales. La droite a fait élire des gouverneurs, des députés, des maires et des conseillers municipaux. La transparence du système électoral vénézuélien (à double vérification, électronique et imprimée) a fait dire dès 2012 à Jimmy Carter qu'« en le comparant aux 92 processus électoraux que j'ai observés dans le monde entier, le système électoral vénézuélien est le meilleur du monde » [1]. Les élections les plus récentes ont été organisées en 2021 et ont été validées par l'ensemble des observateurs internationaux. [2]

2. A la suite de l'« Accord de Barbades » [3]. Ils ont aussitôt été présentés par Machado, Washington et les grands médias comme des « prisonniers politiques ». Comme l'explique Ignacio Ramonet, « depuis des années, les dénonciations du gouvernement bolivarien sur les déstabilisations et les attentats terroristes sont occultées ou traitées avec les guillemets de l'ironie par les grands médias ».

3. Sur les treize candidats en lice pour la présidentielle, douze appartiennent à l'opposition (en majorité de droite, mais aussi de l'évangélisme ou de la social-démocratie). Ces partis vont d'« Acción Democrática » et « Copei », venus de l'ancien régime bipartisan qui a gouverné le pays pendant 40 ans, à « Fuerza Vecinal », récemment issu d'une dissidence de l'extrême droite. Le président sortant, Nicolás Maduro, a été choisi comme candidat par les onze organisations politiques du « Gran Polo Patriótico Simón Bolívar » (photos). Dans cette coalition de la gauche, le principal parti chaviste – le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) -, est le seul à avoir organisé des primaires avec plus de quatre millions et demi de sympathisant(e)s, militant(e)s et dirigeant(e)s de base qui ont tenu des assemblées dans près de 50.000 communautés populaires de tout le pays.

4. Actuellement, les sondages de la firme privée *Hinterlaces* donnent une majorité à Nicolas Maduro [4]. Son directeur Oscar Schémel explique : « A peine 9 % des Vénézuéliens sympathisent avec un parti d'opposition. C'est le niveau le plus bas jamais atteint. La plupart de ses dirigeants sont rejetés par l'opinion publique à plus de 80 % – Juan Guaidó, Capriles, Henry Ramos et d'autres, à cause de leurs conflits internes mais aussi des sanctions occidentales qu'ils ont promues et des souffrances sociales générées (...) Pendant 25 ans, nous n'avons vu de la part de l'opposition aucun programme structurel (à part renverser le gouvernement bolivarien), aucune présence massive dans les rues. L'opposition a perdu la capacité de diriger une meeting dans un quartier populaire, elle « a perdu la rue ». Une bonne partie de ses victoires est due au vote des mécontents des mauvaises gestions gouvernementales. (...) Par contre, le chavisme est la seule force politique qui, en 25 ans, a proposé un plan à long terme. Une sorte de « culture chaviste » s'est installée, mettant au cœur de la politique les thèmes de l'égalité, de l'inclusion de celles et ceux qu'une sorte d'apartheid avait écarté de la participation politique ». Les agences de renseignement des États-Unis sont arrivées à la même conclusion qu'Hinterlaces : le dirigeant vénézuélien Nicolás Maduro remporterait les prochaines élections présidentielles de la nation sud-américaine en juillet. [5]

5. Après les années les plus dures d'un blocus occidental dénoncé par les rapporteurs de l'ONU [6], et qui a entraîné

la mort de 100000 personnes, *Hinterlaces* note aussi que « 81% des électeurs vénézuéliens retrouvent l'espoir ». L'ex-Président et économiste Rafael Correa a expliqué récemment que malgré le blocus et les 926 sanctions renouvelées en mars 2024 par l'administration de Joe Biden, les chiffres de la CEPAL (ONU) indiquent que les politiques du gouvernement révolutionnaire (stimulation de la production nationale, alliances multipolaires...) permettront d'atteindre de nouveau cette année la croissance la plus élevée d'Amérique du Sud. **L'hyper-inflation a été freinée** : l'inflation du troisième trimestre 2023 fut la plus basse depuis 2012. Ce qui explique le retour progressif des migrant(e)s qui avait fui le pays massivement à partir du blocus occidental.

6. Pour s'inscrire aux présidentielles, toutes les organisations politiques qui le voulaient se sont enregistrées auprès du Centre National Électoral (sans le moindre obstacle, en respectant la législation électorale). Mais « Vente Venezuela », le « parti » d'extrême droite de Maria Corina Machado, n'a jamais demandé à être inscrit, et n'a jamais participé à une élection. Plus que d'un parti, il s'agit d'une ONG (financée par les États-Unis) qui s'est fait connaître en 2023 par le biais d'une « primaire de l'opposition » controversée, menée avec un énorme battage médiatique international mais sans inscription sur les listes électorales et avec pour seul arbitre l'ONG « Súmate », dont María Machado est membre fondatrice. Les cahiers de vote ont été détruits après le scrutin.

7. Comme dans de nombreux pays, en Espagne par exemple, la loi électorale vénézuélienne prévoit que chaque parti qui souhaite inscrire une candidature nomme un représentant légal auprès du Conseil Électoral. Seul ce représentant légal dispose du mot de passe pour introduire les données dans le système. Ne s'étant jamais inscrite et n'ayant aucun représentant légal, Maria Corina Machado n'a pas pu entrer dans le système, tout en affirmant devant les caméras que la page était « bloquée pour elle par la dictature ». En réalité, la dirigeante savait dès le départ qu'elle ne pourrait pas participer aux élections. Pourquoi, dès lors, cette mise en scène ? Explications.

8. L'an passé, Washington avait accepté de lever temporairement plusieurs des 926 sanctions contre le Venezuela, tout en menaçant de les reconduire en 2024 si Maria Corina Machado ne figurait pas parmi les candidats. En clair, les États-Unis veulent imposer la raison du plus fort contre la loi électorale du Venezuela. C'est ce sentiment de puissance que lui donne l'appui de Washington et de l'internationale médiatique, qui permet à Machado d'affirmer, devant les médias, que la « dictature l'empêche de se présenter ».

9. Les médias occultent que la majorité de la gauche et des mouvements sociaux latinoaméricains appuient la démocratie vénézuélienne face à cette manœuvre. La Présidente du Honduras (également présidente de la CELAC) Xiomara Castro a répondu favorablement au Venezuela qui a demandé aux observateurs internationaux d'accompagner le processus électoral. Elle enverra une délégation sur place et demande que cessent les « ingérences extérieures dans les élections vénézuéliennes » [7]. Comme le Honduras, le Nicaragua ou Cuba, la Bolivie de Lucho Arce exprime elle aussi sa solidarité avec « la République bolivarienne du Venezuela, son peuple et notre frère le président Nicolas Maduro face aux menaces et aux actions de certaines organisations d'extrême droite qui, au lieu de se joindre à la compétition électorale comme l'ont décidé d'autres organisations d'opposition, s'emploient à déstabiliser les élections et le système politique vénézuélien. (...) Les États-Unis doivent respecter l'autodétermination du Venezuela et abandonner leurs plans d'ingérence et d'intervention ». [8]. Position semblable du « Groupe de Puebla » qui regroupe d'anciens présidents et leaders latino-américains progressistes : « Nous sommes témoins que le gouvernement et l'opposition se sont engagés dans un dialogue intensif ces derniers temps (...) Cette étape doit garantir que la voie électorale pacifique est le moyen de régler les différends, de légitimer pleinement le processus électoral et de mettre fin aux voies déstabilisatrices, aux interventions, aux actions militaires, aux sanctions économiques ou à d'autres actions de force, toutes incompatibles avec la voie démocratique. »

Le monde multipolaire manifeste également son appui. Le porte-parole des Affaires Étrangères de la Chine a déclaré : « Nous soutenons le Venezuela dans l'organisation des élections conformément à sa constitution et à ses lois, lui souhaitons plein succès dans ce scrutin et nous nous opposons à toute ingérence extérieure dans ses affaires intérieures. La Chine appelle la communauté internationale à jouer un rôle positif et constructif à cette fin ». [9]

10. Lorsque des fonctionnaires des affaires étrangères de Colombie et du Brésil, dont les présidents sont des alliés du Venezuela, ont émis des communiqués en phase avec les médias dominants et critiqué la non-inscription de Maria Corina Machado, les grands médias ont aussitôt annoncé « la rupture de Lula et de Petro avec Maduro ». C'est faux. Les relations bilatérales se poursuivent sans obstacles [10]. Le Coordinateur National du Mouvement des Sans Terre du Brésil Joao Pedro Stedile, les analystes de *People's Dispatch* Walter Smolarek de *Liberation News*, Zoe Alexandra de *People's Dispatch* [11], le journaliste brésilien Breno Altman d'*Opera Mundi*, l'historien Vijay Prashad du *Tricontinental Institute*, ont démonté la *fake news* diffusée par l'extrême droite vénézuélienne.

Une réponse particulièrement intéressante est venue du politologue espagnol Juan Carlos Monedero, ex-dirigeant de *Podemos* [12] : « Je crains que Lula et Petro n'aient pas été informés par ces fonctionnaires sur ce qui s'est passé au Venezuela. Ne soyons pas dupes. Les États-Unis ne veulent pas que Nicolas Maduro gagne les élections et recommencent à les saboter. Le problème de l'opposition vénézuélienne, ce sont ses divisions. L'inéligibilité de Maria Corina Machado n'a constitué une surprise pour personne au Venezuela. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elle n'a tenu aucun compte de la législation vénézuélienne ni de ce que dit l'« Accord de Barbades » signé par le gouvernement et l'opposition. Les milieux d'affaires vénézuéliens ne veulent pas de Machado au pouvoir car ils savent qu'elle déclencherait une guerre civile. La population déteste le mentor de Machado, Juan Guaido, pour les milliards de dollars qu'il a volés et pour les sanctions qui ont causé tant de souffrances. Machado a été jugée et condamnée pour exiger une intervention militaire des États-Unis. C'est comme si les juges espagnols déclaraient inéligible un politicien qui demande par exemple qu'on bombarde l'Espagne ou qui promeut la violence ou la désobéissance à la Constitution espagnole. Pour beaucoup moins que ça, en Espagne, nous avons jugé inéligibles beaucoup de personnes.

Monedero conclut : « Restons humbles : ce qu'on ne veut pas pour son pays, on ne peut le vouloir pour un autre pays. Comme l'avait d'ailleurs dit Lula, la droite vénézuélienne devrait cesser de pleurer et se chercher un autre candidat. Machado a préféré jouer à la victimisation. Le reste de la droite le sait, et a refusé d'inscrire sous sa bannière Machado ou la candidate de substitution qu'elle voulait imposer au dernier moment. La droite a fait savoir à Machado qu'elle n'acceptait pas qu'elle prenne des décisions sans les consulter, puis lui a joué un bon tour en nommant par surprise, in extremis, son propre candidat : Manuel Rosales, le gouverneur du Zulia, qui s'était déjà présenté contre Chávez. Bref, quand Machado crie à la « dictature », ou quand elle dit que la page électronique du Centre national Électoral est « bloquée pour elle », etc... la réalité est tout simplement qu'elle n'a pas de base légale pour présenter sa candidature et que les partis de droite lui ont préféré un autre candidat. » [13]

11. Maria Corina Machado est la fille d'un magnat de l'acier vénézuélien, Henrique Machado Zuloaga, dirigeant de Sivenza, une des plus grandes entreprises sidérurgiques du Venezuela [14], nationalisée en 2008 par Hugo Chávez lorsqu'il commença une politique de redistribution en faveur des plus pauvres. Machado en a gardé une soif de vengeance et incarne parfaitement l'oligarchie raciste du Venezuela pressée d'effacer la révolution bolivarienne et l'inclusion de la population métisse. Son projet est de replacer le Venezuela sur orbite états-unienne, et en faire « un pays de propriétaires et d'entrepreneurs » en privatisant tout ce qui peut l'être – un programme ultra-libéral proche de celui de Milei en Argentine. Privatiser l'entreprise pétrolière mais aussi les millions de logements sociaux que le « régime » comme elle dit, construit gratuitement pour les secteurs populaires.

À l'extrême-droite de l'échiquier politique, elle a longtemps occupé une position marginale. En 2010, elle est élue députée. En 2012, elle se présente aux primaires de la droite mais n'obtient que 3% des voix. Sa « base » sont des ONGs comme « Sumate » ou « Vente Venezuela », financées par les États-Unis. Son admiration pour le Likoud est la sublimation de ce qu'elle ferait au pouvoir, après avoir appuyé en vain les coups d'État contre Chávez puis contre Maduro. Elle a signé un accord « stratégique » de coopération avec ce parti pour, en cas de victoire, compter sur le savoir-faire contre-insurrectionnel dont les israéliens sont spécialistes (voir les massacres commis par leurs « élèves » en Colombie, au Guatemala, etc...). Cette répression de la rébellion populaire a déjà eu lieu pendant les 48 heures du coup d'État contre Chávez en 2002 [15]. Maria Corina était des signataires du décret putschiste qui supprima toutes les autorités démocratiques du pays et intronisa le chef du patronat Pedro Carmona comme président. En

2005, elle a rencontré l'ancien président américain George W. Bush à la Maison-Blanche pour discuter du « retour à la démocratie », c'est-à-dire du renversement du gouvernement bolivarien.

En 2014, on la retrouve à l'origine de l'opération « *La Salida* » (la sortie) qui consistait à déchaîner la violence pour renverser par la force Nicolas Maduro Maduro. Le bilan s'élève à plusieurs dizaines de morts parmi policiers et manifestants. En 2017, lors d'autres émeutes d'extrême droite, un jeune homme noir de 22 ans est lynché, poignardé puis brûlé vif parce que « noir donc chaviste » [16]

Le gouvernement bolivarien a répondu au porte-parole du département d'État US Matthew Miller qui avait critiqué en termes identiques le processus électoral : « *Votre communiqué montre le vrai visage du propriétaire du cirque qui tente de délégitimer les prochaines élections présidentielles* ». Les autorités du Conseil National Électoral du Venezuela ont également condamné le département d'État étatsunien pour l'« audace » dont il fait preuve en essayant de diriger les processus électoraux du Venezuela : « Le CNE ne peut pas assumer la responsabilité de l'inéligibilité de certains individus qui placent leurs intérêts au-dessus de la légalité nationale, se croyant oints par une puissance extérieure ». [17]

La cible prioritaire des médias sont les militants de gauche. Les menaces occidentales contre les élections présidentielles de juillet 2024 nous rappellent qu'on n'attaque pas le Venezuela parce qu'il est une « dictature » mais parce qu'il faut endiguer l'exemple contagieux de la démocratie de gauche la plus avancée des Amériques, celle où le record d'élections côtoie le progrès constant de la démocratie participative et des autogouvernements populaires. De même que l'Occident n'a jamais pardonné aux Jacobins noirs d'Haïti de fonder la première république libre des Amériques et fait tout, à la faveur du narco-chaos, pour y renforcer son emprise, les vénézuéliens savent que les États-Unis et l'Europe ne leur pardonneront jamais leurs racines : l'armée de Bolivar servit à libérer de l'esclavage et du joug impérial les peuples latino-américains, jamais à les asservir.

Thierry Deronne* pour [Venezuela Infos](#)

[Venezuela Infos](#), Caracas, 1er avril 2024.

[***Thierry Deronne** Cinéaste, universitaire, licencié en communications sociales (ihecs.be). Je vis depuis 1994 au Venezuela pour travailler à l'appropriation populaire des médias. Dans un monde où la politique est largement passée sous commande des médias, faire la révolution signifie non seulement démocratiser radicalement leur propriété mais surtout changer leur mode de production. Briser la forme-studio pour ressourcer l'information à l'intelligence populaire. Et fonder partout des écoles de communication populaire. **Twitter** : [@venezuelainfos](#) - **Courriel** : blogvenezuelainfos@gmail.com)

[1] « Former US President Carter : Venezuelan Electoral System "Best in the World" » <https://venezuelanalysis.com/news/7272/>

[2] « [Les observateurs internationaux saluent la transparence du scrutin](#) »

[3] Sur cet accord : « [Venezuelan Gov't, Opposition Resume Dialogue, Establish Electoral Conditions](#) », cosigné par le gouvernement du Venezuela et l'opposition de droite en octobre 2023, 40 partis d'opposition ou pro-chavistes – soit 97% des partis politiques -, et 155 délégué(e)s des principaux secteurs économiques, culturels, religieux et sociaux du Venezuela, se sont réunis pendant plusieurs jours à Caracas pour définir une feuille de route électorale. Cet accord, relu et signé par toutes les parties le 4 mars 2024, a permis au *Centre National Électoral* (CNE) de fixer la date des présidentielles au 28 juillet.

Seule à refuser de prendre part à ces réunions : l'oligarque d'extrême droite [Maria Corina Machado](#), admiratrice du Likoud, qui a participé à

Venezuela : douze points sur les « i » d'élections présidentielles.

tous les coups d'État contre Chávez et Maduro, avant d'être déclarée inéligible par la justice (comme la justice brésilienne pour le putschiste Bolsonaro), pour son implication dans le réseau de corruption de Juan Guaido, sa participation à l'organisation des violences et ses appels à l'invasion armée du Venezuela par les États-Unis. Ces dernières semaines, son parti « Vente Venezuela » a renoué avec ces méthodes insurrectionnelles pratiquées en 2014 et en 2017 (attentats contre le président Maduro, violences de rue, destructions de services publics). Plusieurs militants du premier cercle de la dirigeante ont été arrêtés alors qu'ils préparaient des violences et un attentat contre le président [[Sur les préparatifs de violences et d'attentats : <https://twitter.com/latablablog/sta...> ; <http://www.mp.gob.ve/index.php/2024...> ; <https://diariovea.com.ve/incendio-e...>

[4] Sondages d'Hinterlaces : <https://www.hinterlaces.net/monitor...>

[5] Les agences de renseignement de Washington confirment une probable victoire de Maduro aux présidentielles : <https://es-us.noticias.yahoo.com/ag...>

[6] Sur les souffrances causées à la population par les mesures coercitives unilatérales (« sanctions ») occidentales : <https://venezuelanalysis.com/analys...>

[7] Communiqué de la Présidente du Honduras : <https://twitter.com/XiomaraCastroZ/...> et communiqué du Ministère des Affaires Étrangères de Bolivie du 30 mars 2024 : <https://cancilleria.gob.bo/mre/2024...>

[8] Communiqué du Groupe de Puebla : <https://www.grupodepuebla.org/comun...>

[9] Déclarations du Ministère des Affaires Étrangères de la Chine : https://www.fmprc.gov.cn/eng/xwfw_6...

[10] L'ambassade du Venezuela à Brasilia a demandé une réunion avec le gouvernement de Lula, estimant qu'il ne dispose pas « d'informations claires », et précise que la réunion se déroulera sur le même ton amical que d'habitude. La réunion se tiendrait avec Celso Amorim, conseiller en chef spécial de la présidence de la République au Brésil.

[11] Zoe Pepper et Walter Smolarek, « Venezuela's election in the crosshairs of new US regime change scheme » <https://peoplesdispatch.org/2024/03...>

[12] Message vidéo de Juan Carlos Monedero : <https://twitter.com/i/status/177404...>

[13] Machado aurait pu choisir la troisième option prévue par la loi organique sur les processus électoraux : l'initiative individuelle. Dans ce cas, conformément aux dispositions de l'article 52, elle devait présenter au CNE des signatures de soutien correspondant à 05 % du nombre de votant(e)s enregistrés lors de la dernière élection, afin d'approuver sa candidature. La question est de savoir pourquoi elle ne l'a pas fait, surtout si comme elle l'affirme, elle a obtenu le soutien de plus de 2 millions d'électeurs lors de primaires organisées par son ONG... Voir aussi la déclaration du dirigeant de l'opposition Manuel Rosales : <https://twitter.com/manuelrosalesg/...>

[14] Sur la « biographie non-autorisée » de Maria Corina Machado : <https://twitter.com/latablablog/sta...>

[15] Ce coup d'État est raconté dans le documentaire passionnant de Kim Bartley : « La révolution ne sera pas télévisée » (VO STF) : <https://t.co/ieL3IUMVbQ>

[16] « **Ils ont brûlé vif mon fils parce qu'il était noir et chaviste** ». La même année, des bombes sont utilisées pour attaquer des policiers et des câbles de fer sont tendus dans les rues pour décapiter les motards de la police. En 2019, elle soutient et participe activement à l'instauration du président fantôme non élu mais nommé par Donald Trump : Juan Guaido. Gouverner, non, mais voler les actifs du Venezuela à l'étranger, oui. C'est ainsi que les 31 tonnes d'or du Venezuela au Royaume-Uni ou la filiale pétrolière états-unienne CITGO ont été volées par le clan Guaido, dont elle fait activement partie. Elle a applaudi le blocus occidental des aliments et des médicaments, et s'est prononcée publiquement en faveur d'une intervention militaire étrangère, menée par les États-Unis, en invoquant l'activation du traité TIAR.

12. Vingt-cinq ans après l'élection d'Hugo Chávez et le début de la révolution bolivarienne, les États-Unis n'ont pas renoncé à la détruire, en raison de son opposition au néo-libéralisme et à l'impérialisme, de ses alliances multipolaires et de ses politiques visant à mettre les ressources

du pays, notamment pétroliers, au service des majorités historiquement exclues. Le gouvernement vénézuélien a maintenu un principe simple : les forces politiques de toute idéologie peuvent participer aux élections tant qu'elles ne conspirent pas avec des puissances étrangères pour porter atteinte à l'indépendance du Venezuela. Ce principe est pratiqué dans le monde entier. Aux États-Unis par exemple, où le 14ème amendement interdit aux coupables d'insurrection d'exercer une fonction publique.

La méthode de Washington est bien connue : faire campagne pour jeter le doute sur l'intégrité du processus électoral de manière à présenter le résultat comme frauduleux, quelles que soient les preuves réelles le jour de l'élection. Le rôle des grands médias est de renforcer l'idée qu'une élection sans Machado ne peut être considérée comme légitime. Le 30 janvier, quelques jours après le rejet de son appel par la Cour suprême du Venezuela, Machado est passée sur la chaîne de télévision CNN, présentée comme « la principale dirigeante de l'opposition vénézuélienne ». Un article du Washington Post a titré : « Elle est la tête de liste dans la course pour chasser Maduro. Mais il veut la bloquer ». En avril, la commandante générale du *Southern Command* Laura Richardson visitera Buenos Aires, comme l'a déjà fait le directeur de la CIA William J. Burns, pour y organiser avec le président d'extrême droite Javier Milei, une nouvelle base avancée contre l'axe du mal : Cuba-Venezuela-Nicaragua et bien sûr « l'influence des BRICS ».

Le président français Emmanuel Macron s'était fourvoyé en recevant le putschiste d'extrême droite Juan Guaidó à l'Élysée comme « président du Venezuela », avant de devoir reconnaître en 2023 le président élu, Nicolas Maduro. Dénoncé par ses alliés de droite pour sa corruption, Guaidó a fui la justice du Venezuela et vit un exil doré aux États-Unis. Après ce désastre diplomatique, le mandataire français vient de retomber dans l'ornière états-unienne en déclarant au Brésil, le 28 avril : « Nous condamnons très fermement l'exclusion d'une candidate très sérieuse et crédible de l'élection présidentielle au Venezuela, nous demandons sa réintégration (sic) (...) Nous ne devons pas désespérer aujourd'hui, si je puis dire, mais la situation est grave et s'est détériorée avec la décision qui a été prise. » [[Déclaration d'Emmanuel Macron au Brésil :

<https://www.france24.com/es/francia...> Sur l'histoire incroyable de Juan Guaidó et les fourvoiements de Macron et de son ambassadeur à Caracas, on lira l'excellent « thriller » du journaliste Maurice Lemoine : « [Juanito roi de la vermine](#) », Le Temps des Cerises éditeur, 2023

[17] « Le Venezuela rejette l'intervention extérieure et la campagne de délégitimation du processus électoral » :

<https://venezuelanalysis.com/news/v...>